



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 13 mars 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO, Joseph Mankamba, représentant le Groupe de communication des Nations Unies ; et à partir de Goma, le Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo. Que vous soyez ici à Kinshasa, de l'autre côté de l'écran à Goma ou à l'écoute de Radio Okapi, soyez les bienvenus.

Pour m'accompagner aujourd'hui ici à Kinshasa, Joseph Mankamba qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, depuis Goma, le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui.

A l'occasion du mois des droits de la femme en RDC, j'ai également le plaisir d'accueillir Jamila Seftaoui qui est la conseillère principale en genre de la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo.

Justement pour commencer cette conférence de presse, je souhaiterais partager avec vous l'actualité de la Représentante spéciale. Leila Zerrougui se trouve actuellement à New York dans le cadre des discussions relatives au renouvellement du mandat de la MONUSCO, qui arrive à son terme le 31 mars prochain. Mme Zerrougui prendra part lundi 18 mars à une session du Conseil de sécurité consacrée à la RDC. Des représentants des autorités congolaises seront également sur place. Cette session du Conseil, qui pour les mois de mars et avril, est présidée conjointement par la France et l'Allemagne, a notamment pour objet de passer en revue le rapport trimestriel du Secrétaire général sur la MONUSCO pour la période allant du 4 janvier au 8 mars 2019.

La Représentante spéciale du Secrétaire général se rendra ensuite à Genève afin de prendre part au dialogue interactif sur la République démocratique du Congo organisé dans le cadre de la 40^e session du Conseil des droits de l'homme.

Une session au cours de laquelle il sera notamment question du territoire de Yumbi dans la province de Mai Ndombe, où comme vous le savez, de tragiques incidents intercommunautaires, survenus à la mi-décembre 2018, ont entraîné la mort d'au moins 535 personnes d'après une enquête menée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le rapport final de cette enquête a été rendu public hier et on peut y lire que les attaques menées du 16 au 18 décembre dernier sur quatre sites ont été planifiées et exécutées avec le soutien des chefs coutumiers. Ces attaques pourraient constituer des crimes contre l'humanité, de meurtre, de torture, de viol et d'autres formes de violences sexuelles, ainsi que de persécution.

Outre le nombre de victimes qui pourrait être plus élevé car de nombreux corps ont vraisemblablement été jetés dans le fleuve Congo, l'enquête a pu confirmer que 111 personnes avaient été blessées et que près de 1 000 bâtiments, principalement des maisons mais aussi des églises, des écoles et des centres de santé, avaient été détruits ou pillés.

De plus, on estime à 19 000 le nombre de personnes déplacées dont 16 000 ayant traversé le fleuve Congo pour se rendre en République du Congo voisine.

Le rapport met en garde contre le risque de reprise de la violence et c'est la raison pour laquelle la Représentante spéciale du Secrétaire général appelle à des mesures immédiates afin de rétablir l'autorité de l'État et à créer les conditions nécessaires pour un retour sûr et volontaire des personnes déplacées.

Ceci est particulièrement important dans la perspective des élections législatives qui doivent se tenir le 31 mars prochain.

Autre point clé : la lutte contre l'impunité. A ce sujet la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, souligne qu'il est important de veiller à ce que les auteurs des crimes soient punis et que les victimes de ces terribles violences obtiennent justice et assistance.

Les Nations Unies ont proposé le soutien du Bureau conjoint aux droits de l'homme aux enquêtes judiciaires en cours. Joseph reviendra dans son intervention sur les activités menées actuellement par l'équipe humanitaire de pays dans le territoire de Yumbi.

Nous aimerions également attirer votre attention sur les signes encourageants que nous avons observés dans certaines provinces du pays où des éléments de groupes armés ont manifesté leur intention de se rendre ou se sont déjà rendus à la faveur de la prise de fonction du nouveau Président de la République.

Le dépôt des armes par les groupes armés représente une véritable opportunité de stabilisation de la RDC à long terme et c'est la raison pour laquelle les Nations Unies ont signifié aux autorités congolaises qu'elles étaient prêtes à soutenir ces processus de désarmement et démobilisation et de réintégration au sein des communautés.

Nous nous rendons maintenant à Goma où nous retrouvons le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui, qui va nous faire un point sur la situation sécuritaire.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : [Texte lu par Florence Marchal en raison des problèmes de connexion entre Goma et Kinshasa]

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La quinzaine écoulée a été marquée par la célébration le 8 mars 2019, au niveau de tous les secteurs de la Force de la MONUSCO, de la Journée internationale de la femme. A cette occasion le Commandant de la Force, le Général de Corps d'Armée **Elias Martins Filho**, a adressé, aux présents au stade les Volcans à Goma, un discours dans lequel il a mis en exergue le rôle primordial que joue la femme pour relever les défis sociaux, économiques et politiques dans la République démocratique du Congo.

Sur le plan opérationnel, voici les principales informations sur la situation sécuritaire de ces deux dernières semaines dans les différentes provinces :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit ses actions visant à contribuer à ramener la stabilité et à ancrer un environnement protecteur pour la population locale. C'est dans ce contexte que le bataillon bangladais de déploiement rapide a conduit, du 1 au 31 mars 2019, une opération baptisée "**OPS STABILITY FOR DJUGU (PH-6)**" avec le déploiement de deux (2) bases opérationnelles temporaires respectivement à Roe (45 km nord-est de Bunia) et à Loda (72 km nord-est de Bunia). Durant cette opération des patrouilles intensives sont conduites pour assurer la protection des civils et favoriser des interactions avec les habitants.

Dans la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes continuent de remplir leur mandat de protection des civils par la projection rapide de bases opérationnelles temporaires afin de contribuer à ramener la stabilité et prévenir la violence. On peut citer par exemple que deux bases opérationnelles temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide du 4 au 19 mars à Nyabiondo (64 km nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake) et du 7 au 17 mars à Bushumba (14 km nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Kitchanga). Durant ces déploiements, des patrouilles de domination de terrain dans les villages affectés par des actes de violence ont été conduites afin de réagir de manière proactive à la situation en matière de sécurité pour dissuader les groupes armés actifs dans la zone. Aussi, on cite l'avortement de l'attaque présumée contre le centre de traitement d'Ebola près de Lubero suite à la réactivité de la Force de la MONUSCO dès la réception de l'information par le déploiement d'une force de réaction rapide à Lubero et l'alerte de la patrouille onusienne à Musienene.

Dans le territoire de Beni, en plus de supporter les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les groupes armés qui ont récemment attaqué leur position le 5 mars 2019 à Kitakandi (8 km à l'est de Butembo) et l'attaque contre le centre d'Ebola le 9 mars 2019 à Ithave (sud de Butembo), la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) a conduit conjointement avec les FARDC deux opérations baptisées "**OPS SUNRISE**", du 6 au 12 mars 19 à Eringeti et "**OPS THUSO**" du 4 au 8 mars 2019 à Mbau – Ngadi pour neutraliser toute présence négative et assurer la liberté de mouvement dans cette zone.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires jour et nuit dans la région de Boikene et Butembo.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. La Force de la MONUSCO poursuit, en liaison avec les autorités locales et provinciales, ses efforts visant à stabiliser cette partie de la province du Kasai afin d'assurer une paix pérenne.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais et d'informatique pour les civils. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir des soins à titre gracieux et porter assistance aux populations civiles. De l'eau potable est également fournie aux habitants du village de Shamusanda à Tshikapa.

De plus, le contingent du génie de la Force de la MONUSCO a récemment réhabilité le pont Kambogo dans la province du Sud-Kivu, ce qui a permis de rétablir le trafic sur la route Bukavu-Goma.

Enfin, malgré la poursuite des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant le mois de mars 2019, **37** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels **32** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la responsabilité du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuivra sans relâche son action de protection de la population civile et de neutralisation des groupes armés. Nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à s'engager dans un processus de retour à une vie paisible, pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : A présent, écoutons les actualités des agences, fonds et programmes des Nations Unies présentées par Joseph Mankamba.

Représentant du Groupe de communication de l'Equipe de pays des Nations Unies [Joseph Mankamba] : Merci Florence. Bonjour aux journalistes ici à Kinshasa et à Goma ; je salue aussi les auditeurs de Radio Okapi !

Commençons par cette reprise progressive des activités humanitaires à Kamako qui fait suite au retour au calme observé dans la zone. Les acteurs humanitaires ont commencé à se redéployer pour poursuivre les actions suspendues et en amorcer des nouvelles pour renforcer la réponse. Après la visite de son chef de bureau auprès des organisations humanitaires et représentants des institutions publiques la semaine dernière, OCHA a déployé une équipe pour coordonner les activités sur place à Kamako.

Grâce au Fonds central de secours d'urgence (CERF), l'Organisation internationale pour les migrations, OIM a débuté, le 11 mars, l'opération de transport des expulsés d'Angola vers leurs destinations respectives. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR, avait

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

identifié 6 000 personnes en besoin de rapatriement ; l'OIIM prévoit d'en transporter 4 500 ; les autres acteurs humanitaires engagés dans la logistique, transporteront les personnes restantes.

Dans le cadre de ce même projet mis en œuvre en partenariat avec Handicap International et HelpAge, l'OIIM appuie la visite médicale de ces personnes avant leur transport. Ces personnes bénéficient également d'une assistance monétaire inconditionnelle sur le trajet et à leur arrivée à destination. Cette aide leur permettra de payer le transport vers des destinations variées, la nourriture et d'autres articles nécessaires.

OCHA et les autres acteurs humanitaires intensifient la conduite de missions d'évaluation intersectorielle des besoins à travers la région du Kasai afin de déterminer les priorités et d'orienter les activités de réponse.

Les provinces du Grand Kasai, celles de l'ancien Bandundu et la province de Lualaba sont affectées par ce mouvement de ressortissants congolais en provenance de l'Angola. Les activités humanitaires avaient été suspendues à Kamako suite aux affrontements, du 24 au 26 février 2019, entre des éléments armés Kamuina Nsapu et les forces de l'ordre.

Parlons à présent de la crise humanitaire de Yumbi où les activités de réponse s'intensifient.

En complément aux interventions de première urgence menés au lendemain de la crise dans le secteur de la santé, l'assistance humanitaire multisectorielle sera lancée aujourd'hui (mercredi) en faveur de plus de 15 000 personnes (déplacés, retournés et familles d'accueil) qui devront bénéficier d'assistance en vivres. Ces interventions seront suivies prochainement par une réponse en articles ménagers essentiels (AME), abris en situation d'urgence, eau, hygiène et assainissement, santé et nutrition.

La mission d'évaluation menée au début de l'année avait estimé le nombre de personnes déplacées internes à 12 500 tandis que quelque 16 000 personnes se sont réfugiées en République du Congo. Approximativement 1 000 habitations des villages Yumbi, Bongende et Nkolo, 17 écoles et 4 centres de santé ont été détruits.

Dans le chapitre développement, reprenez que le Gouvernement congolais et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont développé une stratégie pour lutter de manière durable contre la chenille légionnaire d'automne en RDC. Cette stratégie vise à aider les populations à préserver durablement leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Elle a été mise en place à l'issue des ateliers organisés fin février 2019 à Lubumbashi et à Bukavu sur l'appui d'urgence aux actions de lutte contre la chenille légionnaire d'automne du maïs.

Les participants, représentant le gouvernement, la FAO, la société civile, les universités et centres de recherche, ont passé en revue les objectifs du projet puis les activités planifiées. Parmi les activités prévues figurent la formation des agriculteurs par l'approche « champs école paysan » et l'utilisation de la stratégie intégrée de gestion de la chenille légionnaire d'automne.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La mise sur pied de cette stratégie s'inscrit dans le cadre du projet financé et exécuté par la FAO, à la demande du Gouvernement congolais qui s'est engagé à lutter contre la chenille légionnaire d'automne. Cette chenille est actuellement une des causes majeures de réduction de la production de maïs.

Voilà tout pour aujourd'hui !

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Vous le savez, la journée de la femme a été célébrée le 8 mars dernier dans le monde entier. Ici en République démocratique du Congo, on fête le mois des droits des femmes, autant de manifestations auxquelles la Représentante spéciale du Secrétaire général aurait souhaité prendre part mais qui en a été empêchée en raison de l'actualité du Conseil de sécurité qui l'a conduite à New York. Il n'empêche, Leila Zerrougui m'a chargée de transmettre un message en son nom, un message dans lequel elle félicite les femmes congolaises malgré tous les défis qu'elles rencontrent parmi lesquels leur participation modeste au processus électoral en cours. La Représentante spéciale reste fermement engagée à promouvoir l'égalité et les droits des femmes et elle espère qu'un nombre significatif de femmes participeront au prochain gouvernement.

Pour mener à bien ces questions, Mme Zerrougui travaille en étroite relation avec Jamila Seftaoui, sa conseillère principale en matière de genre. Jamila est notre invitée aujourd'hui.

Je lui donne sans tarder la parole afin qu'elle nous présente sa mission au sein de la MONUSCO.

Conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO [Jamila Seftaoui] : Merci Florence. Bonjour. Je suis ravie d'être avec vous aujourd'hui et sans tarder je vais procéder à la présentation d'une introduction de mon travail.

Tout le monde ou presque commémore pendant le mois de mars la journée du 8 mars comme la Journée internationale des droits des femmes. Cette journée a été célébrée pour la première fois en 1911 pour revendiquer le droit de vote des femmes, entre autres. Ceci a été le début d'une longue lutte pour les valeurs de la non-discrimination et la réduction des inégalités de genre, entre femmes et hommes, consacrées depuis, dans la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies pour les femmes, la paix et la sécurité, la 1325, adoptée en 2000.

Le mandat de la MONUSCO sur l'égalité entre hommes et femmes est dans ce prolongement. Le bureau Genre de la MONUSCO-, que je dirige, travaille essentiellement de manière interne, fournit expertise et assistance technique aux programmes de la MONUSCO pour les rendre plus inclusifs des femmes et des filles. Voici quelques exemples qui illustrent notre travail :

1- Dans les zones où les attaques de groupes armés sont récurrentes, nous établissons régulièrement des cartographies de zones à haut risque pour les femmes et les filles lesquelles sont préparées sur la base d'informations fournies par les femmes dans les communautés, des alertes précoces des analystes et des tendances des attaques par les forces négatives. Ces cartographies sexospécifiques

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

de risques sont réalisées à présent sur 15 zones et elles sont régulièrement partagées avec la Force et ses partenaires nationaux pour être prises en compte dans leurs patrouilles et leurs réponses.

- 2- Nous formons des réseaux de femmes médiatrices dans les zones sujettes aux conflits interethniques et armés : Plusieurs centaines de femmes sont ainsi encadrées dans des ateliers de médiation. Elles désamorcent, le moment venu, les tensions interethniques, négocient avec les seigneurs de la guerre et les persuadent de libérer des enfants enrôlés dans leurs milices et aident à la démobilisation des membres des groupes armés.
- 3- Avec des jeunes hommes à travers tout le pays, nous promovons des masculinités positives et nous soutenons les jeunes engagés dans des initiatives de paix dans leurs quartiers et qui font preuve d'équité et de respect envers les femmes et vivent un modèle de virilité non toxique, sans violence ni discrimination envers les filles et les femmes. Nous aidons ces jeunes à parler d'eux-mêmes, se donner en modèle et inspirer toute une génération, des centaines de jeunes Congolais à travers des rencontres et des débats dans les universités, les écoles, la radio et les plateformes de débat organisées par la MONUSCO et ses partenaires de la société civile.
- 4- Dans votre domaine, celui de la communication, nous soutenons des médias sensibles au genre pour une couverture politique non sexiste. Nous aidons à accroître la voix des femmes dans les émissions de radio politiques : nous formons plusieurs dizaines de journalistes et rédacteurs à la couverture politique non sexiste et impartiale. Les hommes et femmes de média travaillant à Radio Okapi bénéficient également de notre soutien et ils donnent de plus en plus la parole aux femmes activistes et politiques. Le pourcentage de femmes dans les émissions politiques populaires de Radio Okapi par exemple est passé de 2 %, il y a un an, à 52 % pendant la période de campagne électorale. 11 femmes (sur 114 candidates) ayant utilisé Radio Okapi pendant la campagne électorale ont été élues aux assemblées nationale et provinciale. Plusieurs radios nationales, dont Top Congo ont emboîté le pas à Radio Okapi et des dizaines de femmes candidates ont pu utiliser leurs ondes pour informer et motiver leur électorat. Je vais m'arrêter là pour cette première rencontre. Merci de votre attention. Je m'arrête ici pour répondre à vos questions.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il est déjà 11h 34 à Kinshasa et nous allons maintenant aborder la session des questions et réponses. Et comme le veut la tradition, la première question de ce jour devrait être adressée à notre invitée de ce jour, Jamila Seftaoui.

Question 1

Saint-Germain Ebengo/ Elaeïs Hebdo : **Durant tout ce mois-ci, il est question de la femme autour du thème international : « Penser équitablement ; Bâtir intelligemment et Innover pour le changement ». Est-ce qu'on peut savoir ce que le Bureau Genre de la MONUSCO compte bâtir pour le compte de la femme congolaise ?**

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO [Jamila Seftaoui] : Merci pour la question. Comme vous l'aurez remarqué, notre soutien est un soutien d'appoint à la RDC et aux forces vives de ce pays, que ce soit les partenaires gouvernementaux, les partenaires de la société civile ou les femmes activistes elles-mêmes.

Donc, nous ne sommes pas là pour bâtir pour la RDC, pour le Congo sinon pour faciliter et pour aider. Les exemples que je viens de donner peuvent vous donner un contexte. Prenons l'exemple de médiatrices, comme vous le savez, dans le monde entier, il y a très peu de médiatrices femmes qui contribuent à désamorcer et résoudre des conflits interethniques et armés dans des pays comme le vôtre.

Or on sait très bien que dans plus de 35 % des cas où les femmes sont impliquées, la résolution des conflits est durable. Les femmes en général ont une valeur ajoutée parce qu'elles sont capables de dépasser les egos, elles sont capables de dépasser des territoires, que ce soit ethnique ou tribal, pour pouvoir chercher l'apport des autres, de l'autre partie, pour des objectifs communs en général qui ont trait à la sécurisation de la vie des familles et des communautés et l'instauration d'une paix durable pour elles et pour leurs familles.

Question 2

Albert Omba/ Numerica TV : Madame [Jamila Seftaoui], vous venez de nous éclairer sur tout ce qui est comme activités du Bureau Genre pour la femme congolaise. Moi, je voudrais un peu insister sur les dispositions que le bureau Genre prend pour surtout soutenir les femmes vulnérables qui sont victimes des violences sexuelles. En amont comme en aval, c'est-à-dire, auprès des violeurs et de l'autre côté, auprès des victimes. Quelles sont les dispositions que le Bureau Genre prend pour vraiment protéger et réduire les violences sexuelles [commises à l'endroit de] la femme ?

Conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO [Jamila Seftaoui] : Je ne l'ai pas dit, à la MONUSCO, la tâche de la prévention des violences sexuelles revient au bureau des droits humains et elle est assurée par un autre département

Ceci dit, nous travaillons étroitement ensemble. Comme je l'ai expliqué, le Bureau Genre de la MONUSCO a une tâche interne. Interne mais qui rejaillit en termes d'impact vers l'extérieur et notamment sur les femmes dans leur totalité dans le pays.

Je m'explique : nous soutenons les institutions, les entités à l'intérieur de la MONUSCO afin de comprendre que l'efficacité et la qualité de leurs services vis-à-vis des populations congolaises, aussi en termes de prévention de la violence sexuelle, ne peuvent pas avoir lieu de manière satisfaisante si on fait abstraction des femmes ou des hommes. Nous travaillons étroitement aussi et de manière intense sur le rôle des hommes parce qu'ils sont partenaires du bien-être des femmes. Les hommes et les femmes sont partenaires, ils ne sont pas ennemis. Sauf que quand les femmes souffrent de violences,

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

comme vous venez de l'expliquer, on a besoin de changer les mentalités et on travaille sur le rôle des hommes.

Donc, nous, mon bureau s'attelle à la formation de tout le personnel de la MONUSCO, y compris le personnel de la Force, le personnel de la police et [le personnel civil] de la MONUSCO afin de comprendre et de faire en sorte que quand ils font la formulation de leurs programmes, ils y inscrivent, dès le début et de manière continue, les besoins et la situation des femmes et des hommes, des filles et des garçons afin de pouvoir y répondre de manière appropriée.

Question 3

Papy Okito/ Echos d'opinion (Goma) : Ma question, je l'adresse à Mme Florence Marchal. Bientôt, il y aura la fermeture de certains bureaux de la MONUSCO en RDC, d'ici le 30 juin. Est-ce que la MONUSCO va encore se renforcer dans l'est, là où il y a encore de l'insécurité notamment à Beni et dans le Sud-Kivu, mais aussi quel sera le sort de la Radio Okapi dans des zones où ces bureaux de la MONUSCO seront fermés ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, je voudrais déjà replacer les choses dans leur contexte. Vous affirmez certaines choses, qui pour l'instant, n'ont pas encore été décidées. Comme je l'ai dit en ouverture de cette conférence de presse, la Représentante spéciale se trouve actuellement à New York où des discussions sont en cours pour le renouvellement du mandat de la MONUSCO qui, comme vous le savez, s'achève le 31 mars prochain.

Donc, il y a des discussions pour savoir quel sera notre prochain mandat et quel sera le budget qui accompagnera ce mandat.

Pour l'instant, je vous propose qu'on fasse tous preuve d'un petit peu de patience, c'est une histoire de quelques jours. Laissons les consultations en cours, entre les Etats membres, les autorités congolaises qui sont également présentes à New York, la MONUSCO et le Secrétariat des Nations Unies, bien évidemment. Donc, laissons ces consultations se poursuivre, se terminer. Attendons l'adoption de la prochaine résolution pour voir exactement quel sera le contour exact de la Mission dans les prochains mois.

Et d'ailleurs, dans les semaines qui suivront l'adoption de cette nouvelle résolution, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Zerrougui, viendra devant vous pour expliquer cette nouvelle résolution.

Question 4

Helvira Phanzu/ La Radio Télé La Louange : Ma question s'adresse à Madame la porte-parole. C'est en rapport avec le rapport publié hier par la mission d'enquêtes spéciales de l'ONU qui détaille les violences de décembre dernier dans la province de Maï Ndombe. Selon les allégations reçues par le BCNUDH, vous l'avez d'ailleurs dit dans votre introduction, 535 personnes auraient été tuées et des milliers d'autres déplacées, alors que le rapport publié hier

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

par l'ONU nous dit que le nombre réel de victimes serait probablement plus élevé. Il met donc en cause le rapport publié par le BCNUDH, comment expliquez-vous cela ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : On parle du même rapport et des mêmes personnes. C'est le même Bureau conjoint des Nations Unies qui a produit le rapport qui a été rendu public hier et ce sont les mêmes qui avaient avancé les informations de 535 personnes. Donc, il n'y a absolument pas d'hiatus entre les deux informations.

L'équipe s'est donc rendue sur place pour pouvoir enquêter. Comme vous le savez, le BCNUDH, les enquêteurs travaillent selon une méthodologie éprouvée. Ils n'avancent en nombre de victimes que les cas qu'ils ont pu documenter.

Donc là, ils ont pu documenter 535 victimes. En revanche, ils ont reçu des témoignages et selon ces témoignages, des personnes auraient vu d'autres personnes soit jetées dans le fleuve, soit qui auraient péri sur des embarcations de fortune en voulant traverser le fleuve pour se réfugier sur des îlots ou vers la République du Congo voisine. Mais ce sont des cas qu'ils n'ont pas pu documenter. Donc, c'est la raison pour laquelle, dans le rapport, et une fois encore, il n'y a eu qu'un seul rapport, celui du BCNUDH. Dans ce rapport, il est donc mentionné : « Nous avons pu documenter au moins 535 victimes mais les informations que nous avons recueillies nous laissent entendre, nous laissent croire qu'il y a vraisemblablement plus de victimes », mais une fois encore, ces victimes n'ont pas pu être documentées.

Question 5

Roger Marley Lukunga/ Elima News : Question à Mme Jamila Seftaoui. Madame, la parité devient une réalité qui s'incruste difficilement en République démocratique du Congo malgré sa stipulation dans la Constitution du 18 février 2006. La représentativité de la femme reste toujours précaire dans les institutions de prise de décision en République démocratique du Congo. Selon vous, quelle stratégie serait la mieux indiquée pour accélérer cette parité : un, les listes zébrées, deux, la cooptation ; trois, la priorisation des candidatures féminines dans l'engagement à l'administration publique ; quatre, la réservation de places privilégiées aux femmes ? Laquelle des stratégies trouvez-vous la mieux indiquée ?

Conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO [Jamila Seftaoui] : Merci pour la question, elle est très importante. J'ai une réponse globale à cette question-là et primordiale. Comme vous le savez, votre pays a des dispositions législatives relativement fortes en ce qui concerne la participation des femmes dans l'arène politique.

Par exemple, un quota de 30 % de représentation des femmes dans les institutions de l'Etat a été inscrit déjà dans l'Accord de Sun City en 2002. Le principe de représentation équitable paritaire à 50 %, 50-50, est énoncé dans la Constitution. Et une loi sur la parité a été adoptée en 2015. Mais ces dispositions sont dépourvues de force législative et c'est cela le problème. D'une part, nous savons que c'est le cas dans plusieurs pays du monde et la RDC n'est pas un pays isolé dans cette question-là.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

D'une part, nous avons l'éducation politique de toute une génération qui ne crée pas de place pour les femmes, qui les exclut et qui ne fait pas état d'une appréciation différenciée parce que les femmes, elles n'ont pas démarré dans la compétition pour les postes politiques au même pied d'égalité que les hommes en RDC.

Quand il y avait des générations qui s'exerçaient déjà, et depuis l'époque coloniale à se préparer pour des élections, à avoir un mot à dire et avoir des positions dans les secteurs publics, les femmes n'avaient presque même pas l'accès à l'éducation tout court.

Les femmes avaient, elles, la charge de la famille, les tâches ménagères, la reproduction, la sécurité de la vie de la famille et la gestion de tout le budget de la famille et l'éducation des enfants.

Donc, on ne peut pas parler d'une compétition à pied d'égalité. Et donc de ce côté-là, il faut des générations d'éducation politique afin qu'on accepte cette réalité-là et afin que les nouvelles générations de jeunes femmes accèdent au pouvoir de l'éducation et apprennent à négocier leur partenariat avec les hommes afin de créer des possibilités pour elles de s'épanouir, d'avoir plus de temps, d'avoir plus de fonds, de pouvoir économique, avoir des visions et des ambitions, ça, c'est d'une part.

D'autre part, il y a la responsabilité de l'Etat, il y a la responsabilité des institutions de l'Etat de droit dans un pays. C'est ce qui consiste à donner vie et une vie réelle aux dispositions législatives que le pays a et, comme je viens de dire, qui sont fortes, par exemple le quota. Plusieurs pays de par le monde entier sont passés par le quota afin d'habituer la classe politique à la présence des femmes, afin de leur donner l'occasion de voir la différence que les femmes font parce qu'elles vont mettre sur la table d'autres contributions, d'autres idées politiques pour faire avancer le pays.

Le pays ne peut pas avancer avec les idées d'un sexe au dépend d'un autre, ou dans des salles qui sont seulement mono, par exemple des femmes ou seulement des hommes.

Question 6

Venant Vudisa/ RTNC : Florence, c'est à vous que je m'adresse. Sauf inattention de ma part, Mme Leila Zerrougui lors de sa première rencontre avec le nouveau chef de l'Etat avait promis un soutien au Gouvernement congolais. M. Antonio Guterres l'avait également dit, lors du Sommet d'Addis-Abeba, au sortir de l'audience qu'il avait accordée au nouveau chef de l'Etat.

Maintenant la question qu'on se pose, de quel soutien sera-t-il question cette fois-ci, connaissant les besoins énormes de notre pays, surtout les défis auxquels on doit faire face, certainement cela doit être financier. Soyez concrète, Florence, dans votre façon de répondre.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vais te donner des informations concrètes. Mme Zerrougui a rencontré, maintenant, au moment où on se parle, à trois reprises, le Président Tshisekedi. Donc, ils ont eu l'occasion, lors de ces trois rencontres, d'évoquer à la fois les sujets

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

d'actualité, le processus électoral qui est toujours en cours, j'y ai fait référence, les groupes armés qui souhaitent déposer les armes, mais aussi la configuration actuelle et future de la MONUSCO.

Donc, je reviens aussi aux discussions qui sont en cours actuellement à New York, entre toutes les parties prenantes, je l'ai dit, les autorités congolaises, le Conseil de sécurité, le Secrétariat de l'ONU, pour justement définir quel sera le prochain mandat de la MONUSCO et quel sera donc le soutien que la MONUSCO continuera à apporter, dans les mois qui viennent, au Gouvernement congolais.

Mais on a déjà des pistes par rapport à cette question qui nous tient vraiment à cœur, qui est celle des groupes armés qui, dans certaines provinces du pays, ont souhaité rendre leurs armes. C'est un processus que nous souhaiterions accompagner. Nous souhaiterions accompagner les autorités congolaises pour pouvoir faciliter la réintégration de ces ex-combattants dans leurs communautés et nous l'avons fait savoir aux autorités congolaises.

Donc, il y a des opportunités pour permettre à ce pays de s'ancrer vraiment dans la stabilité. Et évidemment, l'un des rôles de la MONUSCO actuel et à venir, c'est de pouvoir saisir ces opportunités et de pouvoir accompagner le Gouvernement congolais dans la réalisation des opportunités.

Mais une fois encore, je ne vais pas être assez concrète à mon avis à tes yeux, vous le savez, les mandats des Missions sont décidés par le Conseil de sécurité et nous, nous sommes une Mission de mise en œuvre. Et tout cela est en discussion actuellement à New York. D'ici une semaine ou deux, on y verra tous beaucoup plus clair.

Et évidemment, autre facteur très important, c'est la formation du Gouvernement. Je crois qu'il est important que ce gouvernement puisse être formé rapidement et qu'il soit opérationnel aussi rapidement afin que le programme du Président Tshisekedi puisse être mis en œuvre et ainsi répondre aux multiples et aux nombreuses attentes des populations congolaises.

Et là aussi, c'est de notre responsabilité à tous, de ne pas décevoir les populations congolaises.

Question 7

Mimiche Lutete/ Canal Congo TV : Vous venez de le dire incessamment, vous n'allez pas décevoir les populations congolaises, parce que c'est votre mission. Vous savez bien que le nouveau Président avait promis la libération des prisonniers politiques. Le délai était [fixé à] hier mardi. Vous, en tant que la MONUSCO, parce que quand on parle de la MONUSCO, on voit directement la paix, quelle démarche faites-vous pour voir le chef de l'Etat et lui demander qu'est-ce qui se passe ? Parce que c'est depuis hier que la population attend le résultat de ce qu'il a dit. Qu'est-ce qu'il peut dire à la population par rapport à cela ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : C'est un dossier que la MONUSCO effectivement suit attentivement, notamment via son Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. Donc, ce dossier de prisonniers politiques et d'opinion.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En novembre dernier, nous avons envoyé un courrier à ce sujet au Ministre de la Justice, en établissant, selon nous, la liste des prisonniers politiques et d'opinion qui étaient encore détenus. Cette correspondance avait été suivie de plusieurs rencontres entre la MONUSCO et le Ministre de la Justice, la dernière ayant eu lieu la semaine dernière. Donc, c'est vraiment un processus que nous suivons attentivement, mais vous le savez, à la fin, c'est le Ministre de la Justice qui décide de ces libérations.

Et je voudrais aussi ajouter que dans le cadre des bons offices de la Représentante spéciale, évidemment elle les poursuit. Elle a indiqué qu'elle poursuivait ses bons offices afin de faciliter cette transition politique. Donc, elle continue à rencontrer toutes les parties prenantes.

Donc, c'est un dossier que nous suivons, nous influençons, nous donnons des informations mais à la fin, ce sont les autorités en place qui prennent les décisions et nous ne pouvons pas nous substituer aux autorités en place.

Question 8

Jean-Pierre Elali/ Radio Okapi : Je voudrais revenir à Mme Jamila Seftaoui. C'est en rapport avec justement ce qu'elle a appelé le réseau des femmes qui font la médiation, c'est quelque chose de nouveau. Je voudrais savoir de quelle médiation s'agit-il précisément et lorsqu'on est en face des groupes armés, combien de femmes font cette médiation ? Comment cela se fait concrètement parce que ces femmes peuvent se trouver devant les groupes armés lorsqu'on sait que le taux de nocivité est plus élevé par rapport aux agressions et aux violences sexuelles ?

Conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO [Jamila Seftaoui] : Je vais être rapide. A Djugu, par exemple, on a un réseau de femmes médiatrices qui ont réussi à transcender les différences ethniques pour former un groupe, de part et d'autre des parties qui étaient en tension et en conflit les uns avec les autres, et elles ont réussi à désamorcer la situation et à suggérer un plan d'action et ainsi de suite. Elles sont parties d'un village à l'autre, pour pouvoir ramener le message de la paix et de la réconciliation.

Nous avons au total, la deuxième question, formé 300 médiatrices. Ce sont des femmes que nous choisissons avec nos collègues de [la section] des Affaires civiles [de la MONUSCO] et qui sont, elles déjà habituées à faire partie des mécanismes de réconciliation au niveau communautaire.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Jamila. Je souhaiterais m'excuser à la fois auprès des collègues présents à Goma qui n'ont pas pu s'exprimer aujourd'hui, mais qui nous ont entendus. Nous allons tout mettre en œuvre pour pouvoir corriger ces défaillances techniques. Je voudrais m'excuser également auprès des auditeurs de Radio Okapi, mais vous remercier tous pour votre participation à cette conférence de presse. Je vous souhaite une belle journée à toutes et à tous.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28